

N.^o 2295.

DE LA

Du 18.^e jour de Germinal, an 2.^e de la République Française,
une & indivisible,

*Relatif aux Réquisitions de la Commission des
Substances & des Approvisionnemens.*

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport du comité de salut public ,

Décrète que les administrateurs & les fonctionnaires publics qui suspendront les réquisitions de la commission des subsistances & des approvisionnemens, dont l'exécution leur aura été confiée ou qui leur auront été adressées ou notifiées, ou qui par des délibérations, des arrêtés ou des proclamations en atténueront l'effet, encourront les peines portées par l'article IV de la cinquième section du décret du 14 frimaire.

L'insertion du présent décret au bulletin, tiendra lieu de publication.

Visé par l'inspecteur. Signé CORDIER.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la
Convention nationale. A Paris, le 24^e Germinal, an second de

Case
folio
FRE
10334.
no. 65

la République une & indivisible. Signé AMAR, président;
PEYSSARD & RUELLE, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif
provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs
& Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans
leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs
départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous
avons apposé notre signature & le sceau de la République.
A Paris, le vingt-quatrième jour de Germinal, an second de
la République Française, une & indivisible. Signé BUCHOT,
président par interim. Contresigné GOHIER. Et scellée du
sceau de la République.

Certifié conforme à l'original.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

An II.^e de la République.



